



NOTE DE TRAVAIL

COMITÉ JURIDIQUE — 38^e SESSION

(Réunion virtuelle, 22 – 25 mars 2022)

Point 2 : Examen du Programme général des travaux du Comité juridique

**RAPPORT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EXAMEN
DU RÈGLEMENT DE L'OACI POUR LA SOLUTION DES DIFFÉRENDS (WG-RRSD)**

(Note présentée par la présidence¹ du WG-RRSD)

1. HISTORIQUE

1.1 Au cours de sa 37^e session (Montréal, 4 – 7 septembre 2018), le Comité juridique a examiné la note de travail LC/37-WP/3-2, *Examen du Règlement pour la solution des différends*, présentée par le Secrétariat, et a décidé d'ajouter l'« Examen du Règlement de l'OACI pour la solution des différends » comme nouveau point 2 à son Programme des travaux. Du même coup, le Comité a décidé d'établir, pour mener cet examen, un groupe de travail dont les membres seraient nommés par la Présidente du Comité en consultation avec le Président du Conseil.

2. CRÉATION, RÉUNIONS ET MÉTHODOLOGIE DU WG-RRSD

2.1 Le Groupe de travail sur l'examen du Règlement de l'OACI pour la solution des différends (WG-RRSD) a été créé en mai 2019, à la suite d'une lettre aux États (IND/19/3) du 22 mars 2019 sollicitant la désignation d'experts. Conformément aux délibérations du Comité juridique, cette lettre aux États indiquait que le WG-RRSD assisterait le Comité dans l'examen du *Règlement pour la solution des différends* de l'OACI (Doc 7782/2) (le Règlement), et que cet examen tiendrait compte des documents comparables utilisés à des fins similaires ailleurs dans le système des Nations Unies ainsi que dans des organisations gouvernementales internationales, en particulier le Règlement de la Cour internationale de justice. La lettre mentionnait également que le WG-RRSD devrait aussi prendre en considération l'élaboration de mécanismes nouveaux et novateurs afin que le règlement des différends se fasse de manière opportune, rapide et transparente. Il était attendu du WG-RRSD qu'il élabore un projet de version révisée du Règlement pour examen par le Comité juridique.

2.2 Des experts issus de 22 États membres (Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Cameroun, Canada, Chine, Émirats arabes unis, États-Unis, Fédération de Russie, Finlande, France, Gambie, Indonésie, Japon, Kenya, Koweït, Nigéria, Pays-Bas, Qatar, Royaume-Uni et Singapour) et d'une

¹ M. Terry Olson, France.

organisation internationale (la Commission africaine de l'aviation civile) ont participé à une ou plusieurs réunions du WG-RRSD.

2.3 Lors de la première réunion du Groupe, j'ai eu l'honneur d'être élu Président du Groupe de travail. À cette même réunion, le délégué de l'Indonésie, M. l'Ambassadeur Abdul Kadir Jailani, a été élu Vice-président. À sa quatrième réunion, le Groupe a été informé que M. l'Ambassadeur Jailani s'était vu confier d'autres responsabilités par son Gouvernement et ne participerait plus aux travaux du Groupe. À sa cinquième réunion, le Groupe a élu le délégué du Canada, M. John Thachet, Vice-président.

2.4 Par ailleurs, lors de sa première réunion, le Groupe de travail est convenu à l'unanimité de recommander à la Présidente du Comité juridique de nommer le Délégué de Singapour, M. David Low, Rapporteur jusqu'à la prochaine session du Comité et d'effectuer dans l'intervalle, en appui aux travaux du Groupe de travail, une étude qui serait examinée aux réunions suivantes.

2.5 Le WG-RRSD s'est réuni à six reprises : première réunion, Montréal, 7 – 9 mai 2019 ; deuxième réunion, Montréal, 12 – 14 novembre 2019 ; troisième réunion, virtuelle, 1^{er} – 3 décembre 2020 ; quatrième réunion, virtuelle, 6 – 8 avril 2021 ; cinquième réunion, virtuelle, 5 – 7 octobre 2021 ; et sixième réunion, virtuelle, 11 – 13 janvier 2022.

2.6 Afin d'entreprendre ses travaux comme il se doit, le WG-RRSD a pris en considération les résultats des études comparatives et des recherches menées par le Secrétariat pour recenser les pratiques pertinentes parmi les juridictions internationales ou d'autres organes juridictionnels internationaux. Le Groupe a également accordé une grande attention aux arrêts de la Cour internationale de justice (CIJ) sur l'appel relatif à la compétence du Conseil de l'OACI du 14 juillet 2020, qui ont été rendus entre ses deuxième et troisième réunions.

3. **ÉTAT D'AVANCEMENT DANS LES DOMAINES EXAMINÉS PAR LE WG-RRSD ET AVANT-PROJET DE RÉVISIONS DU RÈGLEMENT**

3.1 L'**appendice A** à la présente note se compose de deux tableaux qui récapitulent et décrivent les points au sujet desquels, selon le président, le WG-RRSD a dégagé une large convergence de vues, en principe, au cours de ses réunions. Le premier tableau comprend les points sur lesquels une révision du Règlement serait possible et qui sont les suivants : demander une adresse électronique pour les agents des parties ; utiliser des formulations ne faisant pas de distinction entre les sexes ; demander les pièces de procédure et la correspondance à transmettre à la fois sur support papier et par voie électronique ; mentionner expressément l'admissibilité comme motif d'exception préliminaire ; préciser les pièces de procédure autorisées dans le cadre d'une exception préliminaire ; préciser que soulever une exception préliminaire n'empêche pas la poursuite des négociations ; préciser à quoi fait référence le délai de soixante jours à respecter pour notifier un appel ; préciser les dispositions concernant les langues et la traduction des pièces de procédure ; ajouter des dispositions relatives aux instructions de procédure et à la tenue des procédures virtuelles. Le second tableau énumère les points au sujet desquels le WG-RRSD a estimé qu'aucune modification du Règlement n'était nécessaire. Ces domaines couvrent : les types de preuves qui peuvent être fournies par les parties ; les conditions d'intervention ; la référence existante à un seul agent par partie ; et les délais.

3.2 L'**appendice B** récapitule et décrit, sous forme de tableau, les points dont, toujours selon le président, le WG-RRSD doit poursuivre l'examen. Ce sont les suivants : le champ d'application du Règlement ; l'obligation existante d'une déclaration selon laquelle des négociations préalables n'ont pas abouti ; où et comment le Conseil peut être assisté dans le cadre de la formulation des motifs guidant ses décisions, notamment en recourant à des experts extérieurs ; où et comment le compte rendu de

la procédure devrait être rendu public ; les mesures provisoires ; et l'interprétation du terme « majorité » dans l'article 52 de la *Convention relative à l'aviation civile internationale* aux fins de la prise de décision du Conseil dans les affaires de différends.

3.3 En fonction de l'état d'avancement de la réflexion du WG-RRSD sur les points susmentionnés, l'**appendice C** indique les propositions de révisions du Règlement préparées par le Rapporteur, M. David Low, et le Secrétariat. Les modifications sont celles qui ont été examinées à la dernière réunion (sixième) du Groupe de travail qui s'est tenue en janvier 2022. D'autres propositions de modifications avancées lors de cette réunion seront examinées par le Rapporteur et le Secrétariat lorsqu'ils prépareront une nouvelle série d'avant-projets de modifications qui seront soumis à l'examen du Groupe de travail, à sa septième réunion, prévue fin 2022.

4. SUITE À DONNER PAR LE COMITÉ

4.1 Le Comité juridique est invité à examiner la présente note de travail et ses appendices, et à y donner la suite qu'il jugera nécessaire.

APPENDIX A

Areas where the Working Group has reached a high level of agreement

<u>Table 1 – Possible Revisions to the ICAO Rules</u>		
	Provision in the ICAO Rules and issue	Status
1.	<p>(New) Article 2(1)(b) (formerly Article 2(b)) – Electronic address of Agent for applicant</p> <p>Whether as well as having an address at the seat of the Organization (as required under the Rule), additional practical solutions could be found for maintaining communications relating to the case.</p>	<p>There was broad consensus among the Group on the need to maintain the requirement for the agents to have an address at the seat of the Organization. No objections were raised to a drafting proposal requiring the agent for the applicant to also provide an email address. The intention is to provide for a high level of certainty while allowing flexibility for the Rules to keep pace with evolving means of communication.</p> <p>A drafting proposal is shown in APPENDIX C.</p>
2.	<p>Articles 2 (1) (b), 4 (1) (a), 6 (2), 13 (1), 27 (2) – Gender Neutrality</p> <p>Replace references to “Chairman” and masculine pronouns with a gender-neutral alternative.</p>	<p>The principle of gender neutrality is reflected throughout the text of all the linguistic versions of the Rules.</p> <p>Drafting proposals are shown in APPENDIX C.</p>
3.	<p>(New) Article 2 (2) – Paper and electronic formats for Memorial and supporting documents</p> <p>Whether to permit both paper and electronic means for transmission of the Application and Memorial to the Secretary General.</p>	<p>No objections were raised to a drafting proposal requiring the transmission of the Application and Memorial in both paper and electronic formats, which is intended to provide for a high level of certainty while allowing flexibility for the Rules to keep pace with evolving means of communication.</p> <p>A drafting proposal is shown in APPENDIX C.</p>
4.	<p>(New) Article (3) (3) – Paper and electronic formats for correspondence</p> <p>Whether to permit both paper and electronic means for correspondence related to the case.</p>	<p>No objections were raised to a drafting proposal requiring correspondence related to the case to be transmitted in both paper and electronic formats, which is intended to provide for a high level of certainty while allowing flexibility for the Rules to keep pace with evolving means of communication.</p> <p>A drafting proposal is shown in APPENDIX C.</p>

Table 1 – Possible Revisions to the ICAO Rules

	Provision in the ICAO Rules and issue	Status
5.	Article 4 (1) (a) – Electronic address of Agent for respondent Whether as well as having an address at the seat of the Organization (as required under the Rule), additional practical solutions could be found for maintaining communications relating to the case.	<p>No objections were raised to a drafting proposal requiring the agent for the respondent to provide both an address at the seat of the Organization and an email address, which is intended to provide for a high level of certainty while allowing flexibility for the Rules to keep pace with evolving means of communication.</p> <p>A drafting proposal is shown in APPENDIX C.</p>
6.	(New) Article 4 (3) – Paper and electronic formats for Counter-Memorial and supporting documents Whether to permit both paper and electronic means for transmission of the Counter-Memorial to the Secretary General.	<p>No objections were raised to a drafting proposal requiring the transmission of the Counter-Memorial in both paper and electronic formats, which is intended to provide for a high level of certainty while allowing flexibility for the Rules to keep pace with evolving means of communication.</p> <p>A drafting proposal is shown in APPENDIX C.</p>
7.	Article 5 (1) – Ground for Preliminary Objection Whether the current ground for preliminary objection, which is to question the jurisdiction of the Council to handle the matter, should be expanded.	<p>All the Delegations that took the floor, bar one, supported the idea of expanding the reference to the grounds for preliminary objection in the Rules, to expressly include admissibility. The necessity of aligning the Rules as closely as possible with the ICJ Judgments on the Appeal Relating to the Jurisdiction of the ICAO Council under Article 84 of the Chicago Convention of 14 July 2020, was underscored by the Chairperson (i.e. by clarifying the Rules to expressly mention admissibility as a ground of preliminary objection).</p> <p>A drafting proposal is shown in APPENDIX C.</p>
8.	Article 5 (3) – Pleadings and further proceedings with regard to Preliminary Objection The current Rules are silent on the possibility for the applicant to file a written pleading in response to the respondent's	<p>The Delegations that spoke, noting that it was in line with the practice of other international adjudicating bodies, including the ICJ, expressed support for the drafting proposal which clarifies that the applicant may file a written pleading in response to the preliminary objection, and which further clarifies that no further written pleadings are permitted unless the Council decides otherwise.</p>

Table 1 – Possible Revisions to the ICAO Rules

	Provision in the ICAO Rules and issue	Status
	statement of preliminary objection. Also, the Rules do not specify how many rounds of pleadings are permitted.	A drafting proposal is shown in APPENDIX C.
9.	Article 5 (4) – Negotiations during the Preliminary Objection stage The Council is required to decide on a preliminary objection before any further steps are taken under the Rules. This raises the issue whether the filing of a preliminary objection prevents negotiations from continuing under Article 14 of the Rules.	No Delegation raised any objection to the proposal, which makes clear that raising a preliminary objection only implies that the ICAO Council shall decide that question before determining the merits of the application and does not prevent negotiations from continuing. The Chairperson noted that the proposal clarifies the interaction between Articles 5(4) and 14 of the Rules with respect to negotiations. A drafting proposal is shown in APPENDIX C.
10.	(New) Article 7 (5) – Paper and electronic formats for Reply, Rejoinder, and supporting documents Whether to permit both paper and electronic means for transmission of the Reply and Rejoinder to the Secretary General.	No objections were raised to a drafting proposal requiring the transmission of the Reply and Rejoinder in both paper and electronic formats, which is intended to provide for a high level of certainty while allowing flexibility for the Rules to keep pace with evolving means of communication. A drafting proposal is shown in APPENDIX C.
11.	Article 18 (2) – Notification of Appeals Whether the 60-day time limit for notification of appeals only applies to notification of an intention to appeal or to notification of the actual appeal after it has been filed.	A wide majority of Delegations who took the floor supported the view that the 60-day period concerns notification of an actual appeal, while the other Delegations were of the view that such provision only deals with the notification of a mere intention to lodge an appeal later. As the provision remains unclear, an amendment, in line with the majority view, has been drafted to clarify the interpretation given to the 60-day period. A drafting proposal is shown in APPENDIX C.
12.	Article 19 (3) – Dispatch Whether the spelling of the word “despatch” should be	Replacing the word “despatch” with “dispatch” in order to reflect modern English.

Table 1 – Possible Revisions to the ICAO Rules

	Provision in the ICAO Rules and issue	Status
	updated to reflect modern English.	A drafting proposal is shown in APPENDIX C.
13.	<p>Article 29 – Languages and translation</p> <p>Currently the Rules refer to the “four working languages” of the organization.</p> <p>Whether clarification should be provided as to the scope of the current provision for translation of oral or written submissions into each of the other working languages under arrangements made by the Secretary General.</p>	<p>All Delegations that took the floor supported updating the Rules to refer to all six ICAO working languages. The drafting proposal introduces generic language to refer to any of the working languages of the Organization.</p> <p>A majority of the Delegations who took the floor supported the current practice that translations of pleadings in each of the other working languages are provided by the Secretariat, although translations are not made of supporting documentation in appendices to the pleadings. The Chairperson noted the need for an appropriate balance between access to documents in the ICAO languages and the financial implications for the Organization.</p> <p>A drafting proposal is shown in APPENDIX C.</p>
14.	<p>(New) Article 35 – Practice Directions</p> <p>Unlike several other international adjudicating bodies, there are no practice directions or guidelines for procedural matters to accompany the Rules.</p>	<p>All Delegations that took the floor supported the draft provision on practice directions or guidelines, with the exception of one Delegation which reserved its position.</p> <p>A drafting proposal, is shown in APPENDIX C.</p> <p>The draft new Article has been placed at the end of the Rules, and temporarily designated as “Article 35”, for the time being. Its precise placement within the Rules can be discussed at a later juncture.</p>
15.	<p>(New) Article 36 – Virtual Proceedings</p> <p>The Rules do not contain any specific provision on the conduct of proceedings under the Rules by the Council through virtual means, while the rules of procedure of other international adjudicating bodies contain such a provision.</p>	<p>All Delegations that took the floor, bar one, supported the revision of the Rules in order to provide for virtual proceedings.</p> <p>While some Delegations favored a reference to the parties being consulted on the organization of virtual proceedings, others proposed that the parties’ agreement on or approval of the organization of such virtual proceedings must be obtained. In this regard, new drafting suggestions will be for consideration at a future meeting of the Group.</p>

Table 1 – Possible Revisions to the ICAO Rules

	Provision in the ICAO Rules and issue	Status
		<p>The drafting proposal discussed at the Sixth Meeting of the Group is shown in APPENDIX C.</p> <p>The draft new Article has been placed at the end of the Rules, and temporarily designated as “Article 36”, for the time being. Its precise placement within the Rules can be discussed at a later juncture.</p>

Table 2 – No revisions to the ICAO rules are necessary

	Provision in the ICAO Rules and issue	Status
1.	Article 9 – Evidence Whether the current provision should be expanded in order to clarify the types of evidence that may be adduced by the parties in proceedings before the Council.	The Group discussed and concluded that there were no reasons for modifying Article 9.
2.	Article 19 – Intervention and the requirement of prior negotiations Whether the requirement of prior negotiation applies to a State wishing to intervene in a pending dispute.	Given the the absence of any interventions on this issue, the Chairperson concluded that the Group had agreed that this provision did not require amendment.
3.	Article 27 (1) – Agents Whether a State should be permitted, if it so wishes, to designate more than one agent.	Given the the absence of any interventions on this issue, the Chairperson concluded that the Group had agreed that this provision did not require amendment.
4.	Article 28 – Time-limits Whether the Rules should be revised in order to introduce fixed time limits	There is within the Group a reasonably high level of agreement that no strict time limits should be set in the Rules, and therefore that the current provisions in the Rules are satisfactory. Nevertheless, a good number of Delegations felt that while flexibility within the Rules was desirable, parties to the dispute would benefit from having a clear view on how their cases would proceed. In this regard, most Delegations were open to exploring the

<u>Table 2 – No revisions to the ICAO rules are necessary</u>		
	Provision in the ICAO Rules and issue	Status
		idea of developing practice directions or guidance for the Council when fixing time limits.

— — — — —

APPENDIX B

Areas deserving further consideration by the Working Group

	Provision in the ICAO Rules and issue	Status
1.	<p>Article 1 – Scope of the Rules</p> <p>Whether the Rules should be expanded to apply to disagreements beyond the interpretation and application of the Chicago Convention, the Annexes, the Transit Agreement and the Transport Agreement, so as to apply to disagreements pursuant to other international air law instruments that entrust the Council with dispute settlement functions.</p>	<p>Some Delegations expressed support for expanding the scope of the Rules to include a catch-all provision referring to other disagreements concerning international civil aviation between Contracting States to the Chicago Convention, which have been referred to the Council pursuant to a treaty between States. However, other Delegations were of the view that the Scope of the Rules should remain as is.</p> <p>The drafting proposal discussed at the Sixth Meeting of the Group is shown in APPENDIX C.</p> <p>Additional drafting suggestions to further clarify the scope of the revision were made at the Sixth Meeting, and will be for consideration at a future meeting of the Group.</p> <p>Whether Article 1 should be amended to cover air law treaties where the Council can render “recommendations” was also raised as deserving further consideration.</p>
2.	<p>Article 2 (g) – Prior unsuccessful negotiations</p> <p>Whether the requirement that the memorial of an Applicant shall contain a statement that negotiations to settle the disagreement had taken place between the parties but were not successful, is in line with the related wording of Article 84 of the Chicago Convention.</p>	<p>There was a high level of agreement within the Group that the wording of Article 2 (g) is too narrow and should be expanded, with a view to ensuring that it is in line with Article 84 of the Chicago Convention. However, differing views were expressed on the drafting proposal presented to the Sixth Meeting of the Group, with the majority of Delegations that spoke supporting the amendment, while some others were of the view that the text of Article 2 (g) should remain as is.</p> <p>The drafting proposal discussed at the Sixth Meeting of the Group is shown in APPENDIX C.</p>
3.	<p>Article 8 (1) – Enquiry or Expert Opinion</p> <p>Whether in rendering a decision under Article 15, the Council could be assisted through advice by “any individual, body, bureau, commission or other organization that it may select</p>	<p>A majority of Delegations that took the floor supported the amendment of Article 8 (1) to expressly clarify that the Council, if it so wished, may seek outside expertise to assist it at arriving at its decisions taken in accordance with Article 15 of the Rules. A minority of Delegations were of the view that such an amendment to Article 8 (1) was not necessary.</p> <p>The drafting proposal discussed at the Sixth Meeting is shown in APPENDIX C.</p>

	Provision in the ICAO Rules and issue	Status
	with the task of carrying out an enquiry or giving an expert opinion” under the terms of Article 8 (1).	There was some interest in the Group on establishing a list of experts on the understanding that it should have limited impact on ICAO budget and the use of experts would remain flexible. However, at this stage, a number of Delegations are of the view that the existing provisions of the Rules provide enough flexibility to the Council in this respect.
4.	Article 15 (2) (v) – Reasons for the Council’s Decision For the purpose of rendering a decision under Article 15, whether the Council could, if it so wished, seek assistance in formulating the reasons for its decisions.	<p>Some Delegations drew attention to the ICJ Judgments on the Appeal Relating to the Jurisdiction of the ICAO Council of 14 July 2020, which emphasized that the Court will be best positioned to act on any future appeal if the decision of the Council contains the reasons of law and fact that led to its conclusions.</p> <p>Although no Delegation expressed the view that it would not be desirable for the Council to give reasons, there was a difference of view as to whether Article 15 (2) (v) warrants amendment. Some Delegations saw an important connection between this issue and the proposed amendment to Article 8 (1) of the Rules (see APPENDIX C).</p> <p>No drafting proposal has been prepared thus far pending further discussions amongst the Group on this issue.</p>
5.	Article 30 of the Rules read together with Rule 37 and Appendix F of the Rules of Procedure for the Council – Confidentiality While Article 30 (3) of the Rules provides that the “record of the proceedings shall, unless otherwise ordered by the Council, be open to the public”, the <i>Rules of Procedure for the Council</i> provide that Council meetings pertaining to disputes between Contracting States should be held in closed session and related documents should be marked as “Restricted”.	<p>While a group of Delegations supported keeping the proceedings confidential and only making public the final Council decision, several Delegations favored making the record of the proceedings public in the interests of transparency, although subject to certain exceptions. Some acknowledged that while the case is under consideration, the documents should not be made available to the public. A number of comments on the draft proposal to include an element of temporality were made at the Sixth Meeting of the Group, including the suggestion of only opening the record of the proceedings after the Council’s decision on the merits has been rendered.</p> <p>The drafting proposal discussed at the Sixth Meeting is shown in APPENDIX C.</p> <p>Although the Group’s mandate does not include making proposals for amending the <i>Rules of Procedure for the Council</i>, it was noted that there are some inconsistencies on this issue between the <i>Rules of Procedure for the Council</i> and the <i>Rules for the Settlement of Differences</i>.</p>

	Provision in the ICAO Rules and issue	Status
6.	<p>(New) Article 34 – Provisional Measures</p> <p>Currently there are no provisions in the Rules that enable the Council to order or issue provisional measures.</p>	<p>Discussions showed a clear lack of consensus, with some Delegations supporting the new draft Article 34 providing for Provisional Measures, while others opposed it and one indicated reservations.</p> <p>A drafting proposal is shown in APPENDIX C.</p> <p>The draft new Article has been placed at the end of the Rules, and temporarily designated as “Article 34”, for the time being. Its precise placement within the Rules can be discussed at a later juncture.</p>
7.	<p>Article 52 of the Chicago Convention – Interpretation of the term “majority”</p> <p>Given that under Article 84 no member of the Council shall vote in a dispute to which it is a party, whether to maintain the current interpretation that a majority of Members of the Council required under Article 52 for a decision under Article 84 is the majority of the total number of Members of the Council (“absolute majority”); or whether Article 52 could be interpreted as a “qualified majority”, that is, a majority of the number of Members of the Council eligible to vote in a particular case.</p>	<p>There was strong support for the view that, in some cases, the “qualified majority” interpretation would be desirable in order to enable the Council to discharge its dispute settlement functions. The reasons cited included to forestall future situations where the Council is rendered incapable of taking a decision due to a large number of Council Members being parties to the same dispute, and being thus ineligible to vote. Such a situation, which doesn’t seem theoretical, would be contrary to the Council’s dispute settlement functions if it were prevented from rendering a decision on the basis of the operation of the majority rule.</p> <p>However, some additional elements for consideration were also raised, including the longstanding practice of the Council to apply the “absolute majority” interpretation, the same language in Article 84 applying to the International Air Services Transit Agreement, and the International Air Transport Agreement, and that although the ICJ had the opportunity to comment on the issue of the interpretation of “majority” on two separate occasions, it had not pronounced itself on the matter.</p> <p>No drafting proposal has been prepared thus far pending further discussions amongst the Group on this issue.</p> <p>One widely supported option was to propose that an interpretation of Article 52 of the Chicago Convention by the Assembly be sought, which would allow for the discussion of the matter by all ICAO Member States.</p>

APPENDICE C

Avant-projet de révisions du Règlement de l'OACI²

RÈGLEMENT

POUR LA

SOLUTION DES DIFFÉRENDS

Approuvé par le Conseil le 9 avril 1957, ~~et~~ amendé le 10 novembre 1975* **et le XX mois 202X****

CHAPITRE PREMIER

CHAMP D'APPLICATION DU RÈGLEMENT

Article premier

(1) Les règles énoncées aux Titres I et III s'appliquent au règlement des désaccords suivants survenus entre États contractants qui peuvent être soumis au Conseil :

(a) tout désaccord survenu entre deux ou plusieurs États contractants à propos de l'interprétation ou de l'application de la Convention relative à l'aviation civile internationale (appelée ci-après « la Convention ») et de ses Annexes (articles 84 à 88 de la Convention) ;

(b) tout désaccord survenu entre deux ou plusieurs États contractants à propos de l'interprétation ou de l'application de l'Accord relatif au transit des services aériens internationaux (appelé ci-après « Accord de transit ») ou de l'Accord relatif au transport aérien international (appelé ci-après « Accord de transport ») (Accord de transit, article II, section 2 ; Accord de transport, article IV, section 3) ;

(c) tout autre désaccord entre États contractants au sens de la Convention à propos de l'aviation civile internationale qui, conformément à un traité conclu entre les États concernés, a été soumis au Conseil pour décision.

(2) Les règles énoncées aux Titres II et III s'appliquent à l'examen de toute plainte relative, soit à une mesure prise aux termes de l'Accord de transit par un État partie à cet Accord et qu'un autre État partie audit Accord estime injuste ou préjudiciable à son égard (Accord de transit, article 2, section 1), soit à une mesure analogue aux termes de l'Accord de transport (article IV, section 2).

² Avant-projet de révisions examinée pendant la sixième réunion du WG-RRSD (virtuelle, 11 janvier 2022) ; les révisions proposées sont indiquées **en rouge sur fond grisé**.

**** Amendements aux articles XX, ... approuvés par le Conseil le XX mois 202X.**

Titre I

CHAPITRE II

DÉSACCORDS

Article 2

Requête et mémoire

(1) Tout État contractant (appelé ci-après « le demandeur ») qui soumet un désaccord au Conseil aux fins de règlement, doit introduire une requête, à laquelle est joint un mémoire contenant :

(a) le nom du demandeur et le nom de tout État contractant (appelé ci-après « le défendeur ») avec lequel le désaccord existe ;

(b) le nom d'un agent autorisé à agir pour le demandeur au cours de l'instance, avec l'indication de son adresse de l'agent, au siège de l'Organisation, y compris une adresse électronique, à laquelle seront envoyées toutes les communications relatives à l'affaire, y compris la notification de la date des séances ;

(c) un exposé des faits sur lesquels la requête est fondée ;

(d) les pièces à l'appui ;

(e) un exposé de droit ;

(f) le remède sollicité par décision du Conseil en ce qui concerne les divers points soumis ;

(g) une déclaration attestant que ~~des négociations ont eu lieu entre les parties pour régler~~ le désaccord ~~ne peut être réglé par voie de négociation, mais qu'elles n'ont pas abouti.~~

(2) La requête et le mémoire, ainsi que toutes les autres pièces à l'appui, seront transmis au Secrétaire général ou à la Secrétaire générale en versions papier et électronique.

CHAPITRE III

SUITE QUE COMPORTENT LES REQUÊTES

Article 3

Rôle du Secrétaire général ou de la Secrétaire générale

(1) Dès réception d'une requête, le Secrétaire général ou la Secrétaire générale doit :

(a) vérifier si la requête est présentée dans la forme prescrite à l'article 2 ci-dessus et, au besoin, inviter le demandeur à suppléer à toute omission constatée dans la requête ;

(b) après vérification, notifier sans délai la réception de la requête à toutes les parties à l'instrument dont l'application ou l'interprétation est en cause, ainsi qu'à tous les membres du Conseil ;

(c) communiquer au défendeur copie de la requête et des pièces à l'appui, en l'invitant à déposer un contre-mémoire dans le délai fixé par le Conseil.

(2) Copie de toutes les pièces de procédure ou autres documents soumis ultérieurement par une partie au Conseil sera transmise également par le Secrétaire général **ou la Secrétaire générale** à l'autre ou aux autres parties en cause.

(3) **Toute la correspondance adressée aux agents des parties, aux membres du Conseil ainsi qu'à toutes les parties à l'instrument dont l'interprétation ou application est en cause sera transmise en versions papier et électronique. La correspondance par voie électronique destinée aux agents des parties ne sera transmise qu'à l'adresse électronique indiquée par l'agent à cet effet.**

Article 4

Contre-mémoire

(1) Le contre-mémoire doit contenir :

(a) le nom d'un agent autorisé à agir pour le défendeur au cours de l'instance, avec l'indication de **son** l'adresse **de l'agent**, au siège de l'Organisation, **y compris une adresse électronique**, à laquelle seront envoyées toutes les communications relatives à l'affaire, y compris la notification de la date des séances ;

(b) une réponse aux points soulevés par le demandeur dans son mémoire et visés aux clauses c) à g) de l'article 2 ;

(c) le cas échéant, un exposé additionnel des faits et un complément des pièces à l'appui ;

(d) un exposé de droit.

(2) Une demande reconventionnelle peut être présentée dans le contre-mémoire, à condition qu'elle soit en connexité directe avec l'objet de la requête et qu'elle rentre dans la compétence du Conseil. Le Conseil décide, après avoir entendu les parties, s'il y a lieu ou non de joindre cette demande à l'instance primitive.

(3) **Le contre-mémoire ainsi que toutes les autres pièces à l'appui, seront transmis au Secrétaire général ou à la Secrétaire générale en versions papier et électronique.**

Article 5

Exception préliminaire et suite qu'elle comporte

(1) Le défendeur qui excipe de l'incompétence du Conseil à connaître de l'affaire soumise par le demandeur, **ou de l'admissibilité de la requête**, doit soulever une exception préliminaire motivée.

(2) Cette exception préliminaire doit être soumise dans un document séparé au plus tard avant l'expiration du délai fixé pour le dépôt du contre-mémoire.

(3) Dès qu'une exception préliminaire est soulevée, la procédure sur le fond est suspendue et le délai fixé en vertu de la clause c) de l'article 3, alinéa 1, cessera de courir à partir du moment où l'exception préliminaire est soulevée et jusqu'à ce que le Conseil ait statué sur cette exception. **Le demandeur peut déposer un exposé écrit de ses observations et communications relatives à l'exception préliminaire dans le délai fixé par le Conseil. Ensuite, sauf décision contraire du Conseil, toute procédure ultérieure relative à l'exception préliminaire se déroule oralement.**

(4) Si une exception préliminaire est soulevée, le Conseil, après avoir entendu les parties, rend une décision sur cette question préjudicielle avant toute autre mesure à prendre en vertu du présent Règlement **afin de déterminer le fond de la requête.**

Article 6

Décision du Conseil sur la procédure à suivre

(1) Dès le dépôt du contre-mémoire du défendeur, le Conseil décide si, à ce moment, il y a lieu d'inviter les parties à entrer en négociation directe ainsi qu'il est prévu à l'article 14.

(2) S'il est décidé de ne pas inviter à ce moment les parties à négocier directement, sans préjudice d'une invitation ultérieure aux termes de l'article 14, le Conseil fixe la procédure applicable conformément au présent Règlement. À moins que le Conseil ne décide de procéder lui-même à un examen préliminaire de l'affaire, il nomme un Comité (appelé ci-après « le Comité ») composé de cinq personnes, qui doivent être des représentants **ou des représentantes** au Conseil d'États membres non impliqués dans le désaccord, et désigne l'un ~~e d'eux~~ **de ces personnes** comme **Président ou Présidente.**

(3) Si les parties sont invitées à négocier, les décisions visées au paragraphe 2) ci-dessus peuvent être différées jusqu'à ce que les parties aient, soit refusé de négocier, soit notifié que les négociations n'ont pas réussi à résoudre le différend.

CHAPITRE IV

PROCÉDURE

Article 7

Procédure écrite

(1) Les parties peuvent soumettre les pièces de procédure additionnelles ci-après :

- une réplique à soumettre par le demandeur,
- une duplique à soumettre par le défendeur.

(2) Ces pièces doivent être déposées auprès du Secrétaire général **ou de la Secrétaire générale** dans les délais prescrits.

(3) A chaque pièce doit être annexé l'original ou une copie de tous les documents pertinents que la partie déposant cette pièce désire voir considérés.

(4) Après le dépôt de la dernière pièce de procédure, sauf dans le cas de preuves écrites présentées conformément à l'article 9 ou d'observations écrites présentées conformément à l'article 19, alinéa 5, aucun autre document ne peut être soumis par l'une des parties, si ce n'est avec l'assentiment de l'autre partie ou en vertu d'une permission du Conseil accordée après audition des parties.

(5) La réplique et la duplique, ainsi que toutes les autres pièces à l'appui, doivent être transmises au Secrétaire général ou à la Secrétaire générale en versions papier et électronique.

Article 8

Enquêtes par le Conseil

(1) Le Conseil peut à tout moment, après avoir entendu les parties, confier **à toute personne ou commission, tout corps, bureau ou organe de son choix** une enquête, ~~ou~~ une expertise **ou la tâche de l'assister dans l'élaboration d'une décision concernant les exceptions préliminaires, [des mesures provisoires] ou le fond à toute personne, corps, bureau, commission ou organe de son choix.** Dans ce cas, il devra préciser l'objet de l'enquête, ~~ou~~ de l'expertise **ou de l'assistance sollicitée** et prescrire la procédure à suivre.

(2) Un rapport sur le résultat de l'enquête, accompagné du procès-verbal de l'enquête et du texte des expertises, sera soumis au Conseil, dans la forme qu'il aura prescrite, et communiqué aux parties.

Article 9

Preuves

Si les parties désirent présenter d'autres preuves que celles fournies en même temps que les pièces de procédure, ces preuves, y compris les dépositions des témoins et des experts, sont soumises par écrit dans les délais fixés par le Conseil. Toutefois, sur demande spéciale, le Conseil peut admettre un témoignage oral. Le Conseil peut également demander aux parties d'appeler des témoins ou des experts à déposer devant lui au cours d'une audience.

Article 10

Déclaration des témoins et experts

(1) A l'appui de sa déposition, chaque témoin fait la déclaration suivante :
« Je déclare solennellement, sur mon honneur et en toute conscience, que mon témoignage correspond à la vérité, à toute la vérité et rien qu'à la vérité. »

(2) A l'appui de son exposé, chaque expert fait la déclaration suivante :
« Je déclare solennellement, sur mon honneur et en toute conscience, que mon exposé correspond à ma conviction sincère. »

Article 11

Questions

Lors de l'audience, tout membre du Conseil qui n'est pas partie au différend peut, par l'entremise du Président ou de la Présidente, poser des questions aux agents des parties ou à tout conseil ou avocat ou avocate qui comparaît pour elles. La réponse à ces questions peut être donnée immédiatement, ou à une date ultérieure fixée par le Conseil.

Article 12

Arguments

(1) Après que les preuves ont été administrées, et qu'un délai raisonnable a été imparti aux parties pour leur préparation, celles-ci peuvent présenter leurs arguments au Conseil dans les délais qu'il a fixés.

(2) Les conclusions doivent être déposées par écrit, mais leur présentation orale peut être admise à la discrétion du Conseil.

Article 13

Procédure devant le Comité

(1) Si un Comité a été nommé aux termes de l'article 6 du présent Règlement, il reçoit et examine, au nom du Conseil, tous les documents soumis conformément à ce Règlement, et entend, s'il le juge bon, des témoignages ou des arguments oraux ; d'une façon générale, il s'occupe de l'affaire de manière à faciliter la décision du Conseil aux termes de l'article 15. La procédure d'examen par le Comité est la même que celle prescrite pour le Conseil lorsque celui-ci examine l'affaire lui-même. Si la procédure se déroule devant le Comité, le Président ou la Présidente du Comité exerce les fonctions qui sont celles du Président ou de la Présidente du Conseil aux termes du présent Règlement.

(2) Le Comité doit ensuite, dans un délai raisonnable, présenter au Conseil un rapport qui fait partie du compte rendu de la procédure. Ce rapport doit contenir un résumé des preuves produites et autres points figurant au procès-verbal, ainsi que les conclusions de fait et les recommandations du Comité.

(3) Le Conseil fera tenir à chaque partie en cause une copie du rapport du Comité, et chaque partie pourra, dans un délai fixé par le Conseil, soumettre à ce dernier ses observations écrites sur le rapport ou formuler ses remarques oralement si le Conseil y consent.

(4) Au moment où il examine le rapport du Comité, le Conseil peut procéder aux enquêtes complémentaires qu'il juge opportunes ou obtenir des preuves supplémentaires.

Article 14

Négociations au cours de l'instance

(1) À tout moment au cours de l'instance et avant la séance au cours de laquelle la décision est rendue ainsi qu'il est prévu à l'article 15, alinéa 4, le Conseil peut inviter les parties au désaccord à négocier directement, s'il estime que des négociations peuvent encore permettre de régler le différend ou de réduire les questions en litige.

(2) Si les parties acceptent de négocier, le Conseil peut fixer un délai pour l'achèvement de leurs négociations, au cours duquel toute autre procédure sur le fond restera suspendue.

(3) Sous réserve de l'assentiment des parties en cause, le Conseil peut prêter toute assistance de nature à faciliter les négociations, y compris la désignation d'une personne ou d'un groupe de personnes devant agir en qualité de conciliateurs au cours des négociations.

(4) Le Conseil prend acte de toute solution résultant d'un accord à la suite de négociations. Si aucune solution n'a été trouvée, les parties en informent le Conseil et la procédure reprend son cours.

Article 15

Décision

(1) Après audition des arguments, ou, le cas échéant, après un examen du rapport du Comité, le Conseil rend sa décision.

(2) La décision du Conseil est formulée par écrit, et contient :

- (i) la date à laquelle elle est rendue ;
- (ii) une liste des membres du Conseil qui y ont participé ;
- (iii) les noms des parties et de leurs agents ;
- (iv) un résumé de la procédure ;
- (v) les conclusions motivées du Conseil ;
- (vi) le cas échéant, sa décision en matière de dépens ;
- (vii) un exposé des votes en Conseil, indiquant si les conclusions ont été unanimes ou votées à la majorité, et mentionnant dans ce dernier cas le nombre des membres du Conseil qui ont voté en faveur de ces conclusions ainsi que le nombre de ceux qui ont voté contre elles ou se sont abstenus.

(3) Tout membre du Conseil qui a voté contre l'opinion de la majorité peut demander qu'il soit pris acte de ses vues, sous forme d'opinion dissidente jointe à la décision du Conseil.

(4) Le Conseil rend sa décision au cours d'une séance convoquée spécialement à cet effet et qui a lieu aussitôt que possible après la fin de la procédure.

(5) Aucun membre du Conseil ne peut prendre part au vote lors de l'examen par le Conseil d'un différend auquel il est partie.

Article 16

Défaut de comparaître ou de faire valoir ses moyens

(1) Si l'une des parties ne se présente pas devant le Conseil, ou le cas échéant devant le Comité institué aux termes de l'article 6, ou si elle s'abstient de faire valoir ses moyens, l'autre partie peut demander au Conseil de lui adjuger ses conclusions.

(2) Le Conseil, avant d'y faire droit, doit s'assurer non seulement qu'il a compétence en la matière, mais que les conclusions sont fondées en fait et en droit.

Article 17

Désistement

(1) Si, au cours de l'instance, le demandeur fait connaître par écrit au Conseil qu'il renonce à poursuivre la procédure et si, à la date de la réception par le Secrétaire général ou la Secrétaire générale de ce désistement, le défendeur n'a pas encore fait acte de procédure, le Conseil, ou le Président ou la Présidente du Conseil si ce dernier ne siège pas, prend acte du désistement, et le Secrétaire général ou la Secrétaire générale en informe le défendeur.

(2) Si, à la date de la réception du désistement, le défendeur a déjà fait acte de procédure, le Conseil, ou le Président ou la Présidente du Conseil si ce dernier ne siège pas, fixe un délai dans lequel le défendeur doit déclarer s'il s'oppose au désistement. S'il n'est pas fait opposition au désistement, celui-ci est réputé acquis et le Conseil, ou le Président ou la Présidente du Conseil si ce dernier ne siège pas, en prend acte. S'il est fait opposition, l'instance se poursuit.

Article 18

Notification et appel

(1) La décision du Conseil est notifiée sans délai à toutes les parties en cause et rendue publique. Une copie de la décision est également communiquée à tous les États qui ont précédemment reçu une notification aux termes de la clause b) de l'article 3, alinéa 1.

(2) Les décisions rendues sur des affaires soumises en vertu des clauses a) et b) de l'alinéa 1) de l'article 1 peuvent faire l'objet d'un appel conformément à l'article 84 de la Convention. Tout appel de ce genre doit être notifié au Conseil, par l'entremise du Secrétaire général ou de la Secrétaire générale, dans les soixante jours qui suivent la date à laquelle notification de la décision du Conseil a été reçue.

*Article 19**Intervention*

(1) Tout État partie à l'instrument dont l'interprétation ou l'application a donné lieu au différend au sens du présent Règlement, et qui est affecté directement par ce différend, a le droit d'intervenir dans la procédure. Toutefois, s'il exerce ce droit, il doit s'engager à reconnaître la décision du Conseil comme également obligatoire à son égard.

(2) Tout État désireux d'intervenir dans un désaccord doit remettre sans délai au Secrétaire général **ou à la Secrétaire générale** une déclaration à cet effet.

(3) Ladite déclaration est communiquée aux parties à l'instrument en cause. Si, dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de ladite communication, le Secrétaire général **ou la Secrétaire générale** reçoit notification d'une objection relative à l'admissibilité d'une intervention aux termes de l'alinéa 1 du présent article, il appartient au Conseil de statuer sur cette objection.

(4) Si aucune objection n'a été notifiée dans le délai ci-dessus mentionné, ou si le Conseil admet l'intervention, le Secrétaire général **ou la Secrétaire générale** prend les mesures nécessaires pour communiquer les documents relatifs à l'affaire à la partie intervenante, qui peut déposer un mémoire dans un délai fixé par le Conseil, et, au plus tard, à la date fixée pour la production de la dernière pièce de procédure visée à l'article 7, alinéa 4.

(5) Le mémoire visé ci-dessus est communiqué aux autres parties au désaccord ; celles-ci doivent adresser leurs observations par écrit au Secrétaire général **ou à la Secrétaire générale** dans un délai fixé par le Conseil. Le mémoire et les observations peuvent être discutés par les parties au cours de la procédure ultérieure à laquelle la partie intervenante prendra part.

*Article 20**Clôture de l'instance*

(1) (a) Si, avant que la décision ne soit rendue, les parties concluent un accord en vue du règlement du différend, ou conviennent de ne pas poursuivre l'instance, elles doivent en informer le Conseil par écrit. Celui-ci leur donne acte du règlement intervenu ou de leur désistement.

(b) Au cas où les parties primitivement en cause concluent un tel accord, le Conseil clôt l'instance, nonobstant l'intervention de toute autre partie. Cette disposition ne préjuge pas le droit de la partie intervenante de soumettre une requête en son propre nom au sujet de la question primitivement en litige.

(2) Si l'instance est close à la suite d'un règlement intervenu entre les parties, les termes de ce règlement sont communiqués **au à la présidence Président** du Conseil qui doit en donner connaissance à tous les États qui ont reçu précédemment notification aux termes de la clause b) de l'article 3, alinéa 1.

Titre II

CHAPITRE V

PLAINTES

Article 21

Forme de la requête

Tout État contractant qui soumet au Conseil une plainte relative à une situation définie à l'alinéa 2 de l'article premier du présent Règlement doit introduire une requête à laquelle est joint un mémoire contenant les mêmes informations que la demande présentée conformément à l'article 2.

Article 22

Suite que comportent les requêtes

Les dispositions des clauses a) et c) de l'article 3, alinéa 1, des articles 4 et 5 du Chapitre III du Titre I (Suite que comportent les requêtes) sont applicables aux requêtes soumises conformément à l'article 21 ci-dessus.

Article 23

Nomination d'un Comité

(1) Dès le dépôt du contre-mémoire, le Conseil se réunit et décide si l'affaire constitue une plainte aux termes des dispositions de l'alinéa 2 de l'article premier.

(2) Dans l'affirmative, le Conseil nomme un Comité dont la composition est la même que celle du Comité envisagé à l'alinéa 2 de l'article 6 du présent Règlement.

Article 24

Procédure devant le Comité

(1) Le Comité procède, au nom du Conseil, à une enquête sur la question et convoque les États intéressés aux fins de consultation.

(2) Le Comité fixe la procédure à suivre pour la consultation, autant que possible en accord avec les parties, sans règles formelles, et d'après les circonstances de chaque cas. Il peut demander des informations complémentaires et inviter les représentants des parties à se réunir avec le Comité, soit au siège de l'Organisation, soit en tout autre lieu.

*Article 25**Rapport du Comité*

(1) Le Comité présente au Conseil un rapport sur le résultat de la consultation à laquelle il sera procédé aussi rapidement que possible.

(2) Si la consultation ne permet pas de résoudre la difficulté, le Comité peut, dans son rapport, formuler des conclusions et des recommandations à adresser aux États intéressés.

*Article 26**Rôle du Conseil*

(1) Dès qu'il reçoit le rapport du Comité, le Conseil l'examine.

(2) Si un règlement est intervenu à la suite de la consultation, il est pris acte des termes de ce règlement, qui sont communiqués à tous les États auxquels une notification a été adressée.

(3) Si la consultation ne permet pas de résoudre la difficulté, le Conseil peut adresser aux États intéressés telles conclusions et recommandations qu'il juge appropriées. L'article 15 est applicable en l'espèce, mutatis mutandis.

Titre III**CHAPITRE VI****DISPOSITIONS GÉNÉRALES***Article 27**Agents*

(1) Tout État partie à une instance relative à un désaccord ou à une plainte, en vertu du présent Règlement, doit désigner un agent autorisé à le représenter et à agir pour lui au cours de l'instance. Toutefois, un représentant au Conseil d'un État membre ne peut être désigné comme agent.

(2) Les agents peuvent se faire assister par des conseils ou des avocats. Le nom de ces conseils ou avocats est communiqué au Conseil avant toute séance à laquelle **ces conseils ou avocats** participent.

(3) Les agents sont invités à assister à toute séance convoquée pour l'examen de l'affaire.

*Article 28**Mesures intéressant la procédure*

(1) Le Conseil fixe les délais à observer et statue sur toutes autres questions de procédure ayant trait à l'instance. Tout délai fixé conformément au présent Règlement doit être déterminé de façon à prévenir tout retard et à assurer un traitement équitable à toute partie intéressée.

(2) Le Conseil peut, à tout moment, proroger les délais fixés conformément au présent Règlement, soit à la demande d'une des parties, soit sur sa propre initiative. Il peut aussi, dans des circonstances spéciales et après audition des objections des parties, décider qu'un acte de procédure fait après l'expiration du délai fixé est considéré comme valable.

(3) En ce qui concerne la fixation ou la prorogation d'un délai conformément au présent Règlement, le Président ou la Présidente du Conseil agira au nom du Conseil lorsque ce dernier ne siège pas.

*Article 29**Langues*

(1) Toute partie peut présenter ses communications, écrites ou orales, dans l'une des quatre langues de travail de l'Organisation ~~;; à la demande de l'une des autres parties~~; ces communications sont traduites et/ou interprétées dans les ~~trois~~ autres langues selon les dispositions prises par le Secrétaire général ou la Secrétaire générale. ~~Sauf décision contraire du Secrétaire général ou de la Secrétaire générale, les pièces à l'appui annexées aux pièces de procédure écrites soumises par les parties ne sont pas traduites par l'Organisation. Toute pièce à l'appui qui n'est pas soumise dans l'une des langues de travail de l'Organisation est traduite dans l'une de ces langues par la partie qui la soumet.~~

(2) Le Conseil peut, à la demande d'une partie, autoriser l'emploi d'une autre langue par cette partie mais, dans ce cas, il appartient à la partie intéressée de prendre les dispositions nécessaires pour assurer la traduction et/ou l'interprétation.

(23) Le texte de la décision du Conseil dans le cas d'un désaccord, ou de ses conclusions et recommandations dans le cas d'une plainte, doit être formulé dans les quatre langues de travail, chacun de ces textes fait également foi, à moins que toutes les parties ne conviennent de considérer un seul texte comme le texte authentique.

*Article 30**Compte rendu et publicité*

(1) Le Secrétaire général ou la Secrétaire générale tient le compte rendu complet de la procédure.

(2) Il est établi un compte rendu sténographique de tout témoignage oral et de tout argument présenté oralement, ce compte rendu est annexé au compte rendu de la procédure.

(3) Sauf décision contraire du Conseil, le compte rendu de la procédure est publié, **une fois que le Conseil a rendu sa décision concernant toute exception préliminaire, [toutes mesures provisoires,] ou le fond.** Le Conseil peut rendre publique toute partie d'un compte rendu qui aurait été antérieurement réservé.

Article 31

Frais

- (1) Sauf décision contraire du Conseil, chaque partie supporte ses frais.
- (2) Tous autres dépens peuvent être imputés aux parties dans des proportions fixées par le Conseil.

Article 32

Suspension de l'application du Règlement

Sous réserve de l'accord des parties, toute disposition du présent Règlement peut être modifiée ou ne pas être appliquée, si, de l'avis du Conseil, une telle mesure permet d'arriver plus rapidement et plus efficacement à une solution de l'affaire en instance.

Article 33

Amendements au Règlement

À tout moment, le Conseil peut amender le présent Règlement. Toutefois, aucun amendement n'est applicable à une affaire en cours d'instance, sauf avec l'accord des parties.

Article 34

Mesures provisoires

- (1) **En attendant la décision finale du Conseil relativement à un différend, aux termes de l'alinéa 4 de l'article 15, et sans préjudice de celle-ci, le Conseil a le pouvoir d'indiquer, s'il juge que les circonstances l'exigent et après avoir entendu les parties à l'affaire, toutes mesures provisoires à prendre pour préserver les droits et intérêts d'une partie à l'affaire, ou les intérêts de la sécurité et de la sûreté de l'aviation civile internationale.**
- (2) **Une partie à l'affaire peut présenter une demande écrite d'indication de mesures provisoires pendant la procédure et avant la séance à laquelle le Conseil doit rendre sa décision aux termes de l'alinéa 4 de l'article 15.**
- (3) **Une demande de mesures provisoires présentée par une partie à l'affaire doit être motivée, et exposer les conséquences possibles s'il n'y est pas donné suite ainsi que les mesures demandées.**

- (4) Le Conseil peut également indiquer, après avoir entendu les parties, des mesures provisoires sur sa propre initiative, ou indiquer des mesures provisoires qui diffèrent de celles demandées par une partie à l'affaire.
- (5) Le Conseil examinera une demande de mesures provisoires immédiatement afin de décider de la suite à y donner, avec toute la célérité voulue. S'il n'est pas en session lorsqu'est présentée la demande de mesures provisoires, une session extraordinaire du Conseil sera convoquée pour examiner la demande dans les meilleurs délais, conformément au *Règlement intérieur du Conseil*.
- (6) Le Conseil peut, à tout moment, à la demande d'une partie à l'affaire ou sur sa propre initiative, révoquer ou modifier toute décision relative à des mesures provisoires s'il estime que l'évolution de la situation le justifie. Toute demande présentée par une partie proposant pareille révocation ou modification doit préciser en quoi l'évolution de la situation apparaît pertinente. Avant de prendre une décision aux termes du présent alinéa, le Conseil offrira aux parties la possibilité de présenter leurs observations sur la question.
- (7) Le Conseil peut demander aux parties à l'affaire des informations sur toute question liée à la mise en œuvre de toute mesure provisoire qu'il aura indiquée.

Article 35

Instructions de procédure

Le Conseil peut adopter des instructions ou lignes directrices de procédure ne comportant pas d'amendement au présent Règlement. En cas d'incompatibilité, celui-ci primera.

Article 36

Procédure virtuelle

Le Conseil peut décider, à titre exceptionnel, pour des raisons de santé publique ou de sûreté, ou d'autres motifs impérieux, de tenir toute partie de la procédure aux termes du présent Règlement en mode virtuel. Les parties seront consultées au sujet de l'organisation d'une telle procédure virtuelle.